

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 126/02

ÉFAI – 020273 – AMR 23/044/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / « DISPARITION » PRÉSUMÉE

COLOMBIE Edwin Orlando Salázar Mosquera

Londres, le 24 avril 2002

Selon les informations recueillies par Amnesty International, Edwin Orlando Salázar Mosquera a été enlevé par des paramilitaires opérant avec le soutien de l'armée le 22 avril, et n'a pas été revu depuis. Cet homme vit dans une communauté établie dans le bassin du fleuve Cacarica, composée de personnes qui avaient été chassées par les opérations de l'armée et des groupes paramilitaires et qui tentent de se réinstaller sur leurs terres.

Selon les informations reçues, Edwin Orlando Salázar Mosquera faisait partie d'un groupe de personnes qui remontaient en bateau le fleuve Atrato afin de rejoindre la municipalité de Turbo. Aux environs de 19 heures, au niveau de la communauté de Tumaradó, des paramilitaires armés les ont contraintes à s'arrêter et leur ont demandé laquelle d'entre elles était Edwin Orlando. Lorsque celui-ci s'est avancé, les paramilitaires lui ont apparemment ligoté les bras et les jambes, et ont demandé aux autres s'il entretenait des liens avec les groupes armés d'opposition qui opéraient dans la région. Ils leur ont également demandé pourquoi il n'avait pas quitté le bassin du fleuve Cacarica au cours des deux dernières années. Ses compagnons ont répondu qu'il vivait à Nueva Vida, une des deux communautés réinstallées dans le bassin du fleuve Cacarica.

Les paramilitaires ont ordonné aux autres de partir, et leur ont indiqué que si quelqu'un demandait où se trouvait Edwin Orlando, ils devraient répondre qu'il avait disparu. Ils les ont menacés à plusieurs reprises en ces termes : « *Ne dites rien sur ce qui s'est passé, parce que cela pourrait vous coûter cher.* »

Amnesty International a reçu de nombreuses informations indiquant que des formations paramilitaires opéraient à Tumaradó, le long du fleuve Atrato, malgré la présence d'un grand nombre de soldats de la 17^e Brigade et du Bataillon fluvial n° 50.

Le 23 avril, l'armée colombienne a indiqué à Amnesty International que le Bataillon fluvial n° 50 avait établi la veille des postes de contrôle en amont et en aval du lieu l'enlèvement dans le but de capturer les responsables.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les habitants du bassin du fleuve Cacarica ont été contraints de fuir à la suite d'opérations menées conjointement par l'armée et par ses alliés paramilitaires au début de l'année 1997, et ont rejoint d'autres communautés de la région. Ces dernières années, nombre d'entre eux se sont réinstallés sur leurs terres.

Les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires les ont souvent accusé de collaborer avec les groupes armés d'opposition qui opèrent dans la région, et les paramilitaires les ont fréquemment menacés et attaqués. Au cours de la période de réinstallation, plusieurs membres de ces communautés ont été victimes d'homicides ou de « disparitions », notamment le dirigeant communautaire Freddy Gallego (voir l'AU 240/00, AMR 23/058/00 du 14 août 2000 et sa mise à jour, AC/AU 240/00, AMR 23/060/00 du 23 août 2000).

Des groupes paramilitaires ont pu pénétrer dans le bassin du fleuve Cacarica et y mener des opérations sans être inquiétés, bien que la région soit fortement militarisée et que les forces de sécurité colombiennes aient été averties à maintes reprises de la présence de ces formations paramilitaires (voir l'AU 136/01, AMR 23/055/01 du 4 juin 2001 et le rapport intitulé *Colombie. Les communautés déplacées des régions de l'Urabá et du Medio Atrato reprennent espoir*, AMR 23/023/00, juin 2000).

Des groupes armés d'opposition ont également menacé et tué des membres de communautés déplacées ayant regagné le département du Chocó.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol, en anglais ou dans votre propre langue) :

– dites-vous vivement préoccupé par la sécurité d'Edwin Orlando Salázar Mosquera, qui a été enlevé le 22 janvier par des paramilitaires opérant avec le soutien de l'armée, et dont on ignore le sort ;

– faites part de votre vive inquiétude pour la sécurité des membres des communautés déplacées du bassin du fleuve Cacarica qui ont regagné leur région d'origine ainsi que des communautés indigènes qui y vivent, compte tenu des informations indiquant que des paramilitaires sont présents en force dans la zone ;

– exhortez les autorités à prendre toutes les mesures jugées nécessaires par les membres de ces communautés pour garantir leur protection ;

– déclarez vous inquiet quant au fait que le gouvernement et les forces de sécurité n'ont pris aucune réelle mesure contre les groupes paramilitaires qui opèrent dans le département du Chocó, bien que les Nations unies aient recommandé de manière répétée aux autorités colombiennes de combattre et de démanteler les formations paramilitaires et que le gouvernement se soit engagé maintes fois à agir en ce sens ;

– demandez instamment qu'une enquête exhaustive et impartiale soit ouverte sur les liens existant entre les forces de sécurité et les groupes paramilitaires qui opèrent dans le département du Chocó, que les conclusions de ces investigations soient rendues publiques, et que les sympathisants et les membres présumés de ces groupes soient traduits en justice ;

– appelez les autorités à prendre sans délai des mesures efficaces pour démanteler les groupes paramilitaires, conformément aux engagements pris à maintes reprises par le gouvernement et aux recommandations répétées des Nations unies.

APPELS À :

Président de la République :

Sr. Presidente Andrés Pastrana Arango

Presidente de la República

Palacio de Nariño

Carrera 8 No. 7-26

Santafé de Bogotá, Colombie

Fax : + 57 1 566 2071

Formule d'appel : *Excelentísimo Sr. Presidente Pastrana, /*

Monsieur le Président de la République,

Ministre de la Défense :

Dr. Gustavo Bell

Ministro de Defensa Nacional

Ministerio de Defensa Nacional

Avenida Eldorado CAN - Carrera 52

Santafé de Bogotá, Colombie

Télégrammes : Ministro de Defensa, Bogotá, Colombie

Télex : 42411 INPRE CO ; 44561 CFAC CO

Fax : + 57 1 222 1874

Formule d'appel : *Sr. Ministro, /* Monsieur le Ministre,

Commandant de la 17^e brigade des forces armées colombiennes :

General Pablo Rodríguez Laverde

Comandante de la XVII Brigada

Carepa, Urabá, Colombie

Télégrammes : Comandante XVII Brigada, Carepa, Urabá, Colombie

Fax : + 57 4 823 6601 / 823 6844 / 823 6605 / 823 6796 / 823 6601

Formule d'appel : *Sr. Comandante, /* Mon Général, (si c'est un homme qui écrit) **ou** Général, (si c'est une femme qui écrit)

COPIES À :

Commission Justice et paix :

Comisión Intercongregacional de Justicia y Paz

AA 31861, Santafé de Bogotá

Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 5 JUIN 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*